

# Numéro spécial

# PARIS JAPY



Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages et photos: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

## SERVEZ-VOUS



## Législatives EN CAMPAGNE

C'était le Japy des grands soirs le 11 mai dernier pour le lancement par le PCF de sa campagne nationale des législatives. Quelques jours à peine après le deuxième tour de la présidentielle, le pari était risqué. Mais le pari a été gagné. Du monde, au parterre, dans les tribunes. De la couleur. Une communication dynamique (mise en scène rythmée, vidéos avec et sur les candidat-e-s). Et une envie, palpable, partagée « d'y aller ». À la bataille. Contre le FN. Contre Macron. Contre la droite. Et pour rassembler. Grand angle. Parmi les temps forts du meeting, on a retenu les prises de parole de Nicolas Bonnet, président des élu-e-s communistes de Paris et candidat dans la 7<sup>e</sup> circonscription de Paris; de Caroline de Haas,

initiatrice de la pétition contre la loi El Khomri: Loi travail, non merci!, candidate soutenue par le PCF dans la 18<sup>e</sup> circonscription de Paris; de Malik Zidi, comédien, qui a lu un texte de Jean Jaurès sur le courage en politique; de Nicolas Cossange, candidat dans la 6<sup>e</sup> circonscription de l'Hérault, à Béziers, face au FN; d'André Chassaigne (vidéo), président du groupe communiste à l'Assemblée; de Zahra Boudjemaï, candidate soutenue par le PCF dans la 4<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, maire adjointe de Nanterre, de Patrice Bessac, maire de Montreuil. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris, a fait une intervention pêchue et très applaudie dont on lira l'essentiel dans les pages qui suivent. ✪



Revue  
du Projet

## Tout le meeting de Japy en vidéo

La vidéo de la campagne  
officielle des législatives

RETROUVEZ NOS VIDÉOS SUR  
[WWW.2017.PCF.FR](http://WWW.2017.PCF.FR)



INTERNET [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

## La vidéo du mardi



Olivier  
Dartigolles

# UNE NOUVELLE BATAILLE DECISIVE

## Intervention de Pierre Laurent au meeting de Japy du 11 mai (extraits).

**L**e 9 janvier dernier, lors de vœux que je présentais à l'Espace Niemeyer, je concluais ainsi : « *La page de 2017, il nous revient à tous de l'écrire. Pour nous, elle ne se clora pas le soir de l'élection présidentielle.* » Je ne saurais mieux dire ce soir devant vous. Je tiens à le répéter d'emblée dans ce meeting de lancement de notre campagne des législatives : oui, quatre jours après l'élection présidentielle, nous entrons dans une nouvelle bataille décisive. Rien n'est écrit à l'avance. Nous entrons en campagne pour bousculer tous les pronostics. Nous sortons en effet de l'élection présidentielle dans une situation totalement inédite dans la vie politique des 40 dernières années en France. La recherche de réponses nouvelles s'est manifestée tout au long de ces derniers mois, bousculant tous les scénarii que l'on nous présentait comme inéluctables. Et aucune force n'a aujourd'hui l'assurance de disposer le 18 juin d'une majorité parlementaire.

Depuis 2002, avec la réduction à 5 ans du mandat présidentiel et l'inversion du calendrier, les élections législatives sont conçues comme le troisième tour de la présidentielle, avec pour seul objet de donner au président élu une majorité de députés.

Mais, pour la première fois depuis 15 ans, ce scénario, qui prive le pays du débat légitime sur les grandes orientations du pays, au moment d'élire ceux qui auront le pouvoir de voter les lois au nom du peuple, peut être bousculé !

Nous pouvons donc avec lucidité et confiance nous donner pour objectif de faire entrer au Parlement un grand nombre de députés qui ne seront pas des godillots, des députés qui résisteront aux politiques libérales et porteront l'espoir d'un vrai changement de politique. Nous pourrions discuter la majorité que Macron va chercher à conquérir après une élection présidentielle qui ne lui a pas véritablement donné cette majorité politique.

### BARRER LA ROUTE AU FN

Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord et avant tout barrer la route à une entrée du FN à l'Assemblée nationale, car si le FN réussissait ce pari, il serait un des principaux obstacles à la conquête d'une nouvelle majorité progressiste. Nous avons heureusement barré la route de Marine Le Pen à l'Élysée. Elle a été sèchement battue le 7 mai. Dès le 23 avril au soir, nous avons appelé à la battre le plus nettement possible.

Nous avons eu raison de le faire et nous sommes fiers que notre parole claire ait contribué à ce résultat. Et chacun peut le constater, ce n'est pas la même chose une Marine Le Pen à 34 % comme aujourd'hui, ou une Marine Le Pen à 40 % ou plus comme cela aurait pu être le cas.

### Nous avons raison !

Mais, et je le dis avec gravité, le danger reste énorme, en France et en Europe. L'alerte reste très sérieuse.

Le vote du 7 mai en France l'a montré, qui a permis à la représentante de l'extrême droite française de progresser en voix et en pourcentages, de nouer des alliances, de faire plus de 50 % dans 45 circonscriptions, plus de 45 % dans 111 circonscriptions au total, de s'inscrire dans la perspective de conquête du pouvoir, à brève ou moyenne échéance.

Aujourd'hui, la bataille est encore devant nous. Le FN veut faire entrer un grand nombre de ses candidats à l'Assemblée, en tentant d'effacer les réalités de classes derrière le soi-disant clivage « mondialiste » contre « nationaliste », détournant ainsi les classes populaires des véritables responsables de la crise du système capitaliste. (...)

Et pour cela, ce soir, je lance un premier appel à construire, dans le maximum de circonscriptions où le danger menace, notamment dans les 45 où Marine Le Pen a fait plus de 50 %, des candidatures de gauche rassembleuses, capables de se qualifier au second tour pour contester la victoire du FN.

Je veux saluer les dizaines de candidats communistes qui sont pleinement engagés, pleinement résolus, pleinement mobilisés pour gagner ce combat vital pour la France, pour les valeurs de la République. C'est le cas de Michel Carreau dans l'Aisne, de Pierre Dharréville dans les Bouches-du-Rhône, de Sylvette Fayet et Martine Gayraud dans le Gard, de Fabien

Roussel et Charles Beauchamp dans le Nord, de Jean-Marc Tellier dans le Pas-de-Calais, de Mona Idir et Fabienne Haloui dans le Vaucluse, et de beaucoup d'autres. C'est le cas de toutes et tous nos candidats. C'est leur engagement commun partout en France ! Cette bataille, nous devons la mener ensemble comme une urgence nationale.

Bien entendu, on ne combattra pas Marine Le Pen dans la durée sans faire reculer les forces libérales qui soutiennent Macron. Mais on ne fera pas reculer les idées libérales en laissant prospérer Le Pen. C'est pour cela que j'ai commencé par elle. Nous ne voulons plus, dans les circonscriptions, de second tour où les électeurs auraient le choix entre le FN, un candidat Macron ou des Républicains.

Oui, nous voulons reconstruire une gauche de combat, une gauche efficace contre le FN.

### UN PRÉTENDU RENOUVEAU

Alors, Emmanuel Macron a été élu avec l'appui des milieux financiers, avec le soutien explicite d'un Pierre Gattaz empressé, comme il vient de le déclarer, de travailler avec lui. Nous savons ce qui nous attend, nous connaissons son programme : continuer et aggraver les politiques libérales, en France et en Europe, qui ont mené le pays dans l'impasse, en agissant toutes les crises sociales, financières, industrielles, écologiques et démocratiques.

Ces régressions, auxquelles il a participé comme directeur de cabinet de Hollande, puis comme ministre d'Emmanuel Valls, nous ne les avons pas acceptées hier, nous ne les accepterons pas demain, et nous sommes mobilisés pour que les salarié-e-s, les jeunes, les précaires, les chômeurs qui ont refusé la loi EL Khomri se donnent à l'Assemblée nationale des députés de résistance qui porteront leurs exigences.

Permettez-moi de commencer par cette prétendue vague de renouveau qui serait en train de submerger le paysage politique. De quoi parle-t-on vraiment ?

Emmanuel Macron, cet homme nourri au biberon des milieux financiers, des salons dorés de l'ENA ou de la banque Rothschild, ne cesse de détourner à ses propres fins le besoin de renouveau, le désespoir et la colère envers la politique qu'il a lui-même impulsée avant de s'en dégager à temps, pour se donner l'image d'un homme venu de nulle part. Ce masque hypocrite nous allons le lui arracher !

Macron est en train de pousser au maximum les travers et les logiques

d'une 5<sup>e</sup> République à l'agonie pour évacuer tout débat démocratique sur son projet, et se donner au Parlement des députés soumis à ses ordres ! Il les choisit un à un sur ces seuls critères : la fidélité au Président et le casting d'image. Et par derrière, il saupoudre cela d'un savant dosage politique entre vieux routards recyclés du PS, de LR et de l'UDI.

Dès le lendemain de son élection, Emmanuel Macron a annoncé, par la voix de l'un de ses porte-parole, qu'il attendait des futurs députés d'« En marche ! » de la discipline dans la mise en œuvre de sa politique. Qu'il n'accepterait pas, des « frondeurs » au sein de leur groupe !

Des députés ou des citoyens attendant les ordres venus d'un seul homme quel qu'il soit, ou d'un groupe d'hommes triés sur le volet, ce n'est pas cela l'avenir du pays.

### Ce n'est pas cela une démocratie modernisée et revivifiée.

Cela, c'est le retour à l'ancien régime, c'est revenir sur la nuit du 4 août 1789 et l'abolition des privilèges, c'est abolir les fondements mêmes de la démocratie parlementaire, sur les droits, la volonté et la diversité du peuple ! Le renouveau, ce n'est pas remplacer les parlementaires sortants par leurs anciens directeurs de cabinet ! Ce n'est pas coller l'étiquette « société civile » à des chefs d'entreprise choisis dans les bureaux du Medef ! Que Monsieur Macron le sache : le renouvellement, c'est en finir à jamais avec l'époque de l'Assemblée nationale aux ordres, l'époque des parlementaires « le doigt sur la couture du pantalon ».

Tout cela est à ranger au musée des vieilleries poussiéreuses !

### LE BILAN DES DÉPUTÉS COMMUNISTES

Le renouveau, c'est refuser des députés soumis et courbés, les yeux rivés sur les desiderata de la finance, de Merkel, du Medef ou des actionnaires des grands groupes.

Le renouveau, c'est faire entrer le peuple à l'Assemblée nationale, c'est élire des ouvriers, des syndicalistes, des militants associatifs, des infirmières, des salariés des services publics, des chômeurs ou des précaires, des habitants des cités et quartiers populaires, des agriculteurs. Des hommes et des femmes qui connaissent le vécu des gens, la difficulté à trouver un emploi, à payer son loyer, à utiliser les transports publics, à vivre de leur produit !

Des hommes et des femmes qui voteront des lois qui les défendront, qui jetteront les bases de l'égalité et de l'émancipation de chacun et de toutes et de tous ! Imaginez Valérie Varenne, ouvrière de l'arsenal de Cherbourg,



députée. Comment cela changerait la face de l'Assemblée nationale ! Faire du renouveau en vrai, pas pour la frime, c'est voter pour les candidats présentés ou soutenus par le Parti communiste et le Front de gauche, en les faisant entrer en masse à l'Assemblée nationale. Et puisqu'il nous parle de neuf, parlons un peu d'un passé tout récent, de ce Macron ministre qu'on veut nous faire oublier ! Parlons franchement. Qui à l'Assemblée nationale l'a vraiment combattu entre 2014 à 2016 ? Qui ? Oui, les parlementaires communistes Front de gauche ! Les députés communistes FG ont déposé plus de 2 400 amendements à la loi Macron, puis El Khomri : André, Marie-George, Alain, Nicolas, Jacqueline, Gaby, Patrice, François, Marc, Jean-Jacques. Nous avons travaillé d'arrache-pied pour relayer le travail des députés et écrire ensemble des amendements. Nuit et jour, pied-à-pied, ils n'ont rien lâché ! Travaillant étroitement avec les syndicats, avec « Nuit debout » et tous les parlementaires opposés à cette loi : ils ont été nos porte-voix et je voudrais les remercier chaleureusement ! Permettez-moi de saluer également Éliane Assassi qui est parmi nous. Oui, ce combat il recommence aujourd'hui et pas après les élections législatives, mais dès maintenant.

## LA QUESTION DES ORDONNANCES

Le nouveau président de la République a annoncé son intention de recourir aux ordonnances pour casser le Code du travail. Les ordonnances, c'est ce qui autorise à dessaisir le Parlement de l'écriture précise de la loi au profit du seul gouvernement. Rien de plus antidémocratique. Il veut le faire pendant l'été. Bonjour le coup de force... mais surtout le coup en douce ! C'est sûrement cela la modernité, la jeunesse.

Mais sachez-le, le Président n'a pas le pouvoir à lui seul de déclencher les ordonnances. Le Parlement doit voter une loi d'habilitation des ordonnances. D'où l'importance des élections législatives. Car si vous élisez assez de députés qui le refusent, il n'y aura pas de recours aux ordonnances.

Je vous propose donc d'en faire une grande campagne au cœur de la campagne des législatives : Non à la casse du Code du travail ! Non au recours aux ordonnances ! Pour l'empêcher, élisez des députés qui refuseront ce coup de force.

Voilà sur quoi nous pourrions mobiliser à l'appel de nos candidats. Sous couvert de simplification, l'homme des bus polluants, l'homme du travail du dimanche veut donc mettre fin aux conventions collectives nationales, pour favoriser une négociation truquée par entreprise, avec des droits adaptables et sans arrêt remis en cause pour que la concurrence libre et non faussée entre entreprises se fasse sans arrêt sur le dos de salariés toujours plus taillables et corvéables à merci !

Sous couvert de compétitivité, il veut plafonner, donc tirer vers le bas, les indemnités prudhomales pour permettre aux chefs d'entreprises de licencier plus facilement !

Sous couvert de démocratie et de dialogue social, il veut instaurer, le pistolet sur la tempe, des référendums d'entreprises, où les salariés ne pourront répondre qu'aux questions que les chefs d'entreprises et leurs actionnaires auront décidé de leur poser !

Nous ne laisserons pas faire ! Nous ne laisserons pas gommer sur le fronton de nos mairies la devise liberté, égalité, fraternité, pour lui substituer celle dont rêve ce jeune loup des milieux d'affaires : merci Gattaz, merci Patron, merci Macron !

Quel pied de nez d'avoir François Ruffin et Arnaud Petit, ouvriers, comme députés de la Somme, et Caroline De Haas, députée de Paris, qui a impulsé la pétition contre la loi El Khomri. Comme Gaylord Le Chéquer, qui tenait meeting hier soir à Montreuil dans sa circonscription Montreuil-Bagnolet, aux côtés de Bernard Thibault.

Je propose que dans tout le pays, du 1<sup>er</sup> au 8 juin, nos candidats organisent des initiatives spectaculaires sur ce thème en mettant partout en débat nos propositions alternatives.

Oui, nous allons faire craquer le vernis fallacieux du renouveau et prouver que Macron, c'est ni de gauche, ni de gauche.

## LA DROITE EN EMBUSCADE

Mais notre combat pour refuser les mains libres à Emmanuel Macron ne serait rien si nous ne combattons pas d'un même mouvement la droite arrivée en tête, je le rappelle, dans 45 départements de France.

Si la droite n'a pu qualifier son homme aux costumes à 13 000 euros au second tour, elle n'a pas désarmé, et elle compte faire élire à l'Assemblée des députés qui pousseront toujours plus loin les régressions sociales. Ne soyons pas dupes : l'opposition de façade à Macron qu'ils veulent mettre en avant cache mal leur intention : profiter de l'aubaine de l'élection de Macron pour aller dans la surenchère, et pousser les feux d'un projet autoritaire et ultralibéral auquel ils n'ont certes pas renoncé.

Lisez ce qu'écrit François Baroin dans *le Figaro*, journal qu'il connaît aussi bien que je connais moi-même *l'Humanité* : « Nous maintenons l'objectif d'une baisse de 100 milliards de la dépense publique, nous tablons sur une baisse de 28 milliards d'euros des charges sociales... Nous conservons l'objectif de supprimer 500 000 emplois publics »...

Idem sur le temps de travail, l'âge de la retraite, le Code du travail, orientations qu'ils partagent avec le nouvel hôte de l'Élysée. Allez, soyons justes : la suppression de 500 000 fonctionnaires est



Caroline de Haas



Malik Zidi



Nicolas Cossange



Zahra Boudjemaï

désormais programmée sur 7 ans et plus sur 5 ! Cela nous promet de belles empoignades à l'Assemblée avec les députés Macron qui, lui, parle de n'en supprimer « que » 120 000 ! À combien taperont-ils si nous laissons faire : 120 000 ? 500 000 ? Allez, va pour 250 000 ! Et pour s'engouffrer dans toutes les brèches, ils n'hésiteront pas à mettre des œufs dans tous les paniers, à l'image d'un Bruno Le Maire annonçant déjà sa disponibilité pour rejoindre le rassemblement de Macron ! Il l'appelaient comment, déjà, son rassemblement Macron ? Ah oui, celui des progressistes... Bruno Le Maire, François Bayrou, Gérard Collomb et maintenant Valls paraît-il : une belle brochette de progressistes ! Un bel exemple de renouvellement du personnel politique ! Les tentatives de recyclage des uns et des autres pour tuer toute alternative sociale et écologistes tournent à plein ! On s'agit dans les couloirs de la Bourse, dans les salons des actionnaires, pour prendre la meilleure place possible au royaume de l'argent roi ! Notre combat, celui de nos candidats, est de faire voler en éclats cette recombinaison de la vie politique, de faire entrer le peuple, sa force et sa diversité à l'Assemblée ! Imaginez leur tête avec Abdel Sadi, député de Bobigny, Cathy de Santos, députée de Villejuif, Marianne Margaté, députée de Mitry, Toussef Ben Amar, député d'Allonnes !

## REPRENDRE LA MAIN

Nos amis, dans ce combat, nous les connaissons ce sont les forces de gauche et citoyennes que nous voulons unir, rassembler, à partir de leurs attentes, dans le respect de leur diversité, de leur parcours, de leur histoire !

Nos ennemis nous les connaissons, ils sont là devant nous : le FN, les hommes de Macron, la droite, ceux qui portent la responsabilité d'avoir voulu tuer l'idée de gauche pendant 5 ans !

Oui, nos objectifs sont clairs :

- Empêcher Macron d'avoir les mains libres pour mener la charge contre les droits du monde salarié ;
  - Combattre les visées ultraractionnaires de la droite qui poussera Macron dans la surenchère ;
  - Barrer la route à une entrée massive du Front national à l'Assemblée ;
  - Et, au contraire, ouvrir la voie à une nouvelle perspective de progrès social pour notre peuple, une nouvelle visée écologique pour la planète, une nouvelle majorité politique capable de porter ces objectifs.
- Les élections législatives sont une nouvelle chance offerte à notre peuple de reprendre la main au lendemain de l'élection présidentielle. Situation inédite, la majorité parlementaire n'est acquise pour personne. Macron et son Premier ministre, la droite et son premier ministre François Baroin, le FN avec Marine Le Pen veulent tous disputer la conduite du futur gouvernement.

Eh bien nous aussi, forts des 7,5 millions de voix rassemblées sur le bulletin de vote Jean-Luc Mélenchon et de tous les électeurs de gauche dis-



André Chassaigne

persés par le choix présidentiel mais que nous pouvons rassembler, nous revendiquons de prendre la main pour libérer la France de la tutelle des marchés financiers, pour proclamer l'humain d'abord contre la finance, pour reconstruire une France forte, utile à la paix du monde, à la refondation sociale et démocratique de l'Europe, pour ouvrir le chemin d'une nouvelle société de justice et d'égalité.

Le second tour a élu un Président de la République mais n'a rien effacé. Ni l'espoir levé par le score de Jean-Luc Mélenchon le 23 avril, ni l'absence de soutien véritable majoritaire au projet libéral de Macron, ni les problèmes et les urgences du pays.

Ces problèmes et ces urgences, ce n'est pas la politique de Macron qui va les résoudre.

La question reste donc à trancher et ce sont les Français qui en ont la clé les 11 et 18 juin prochains.

## POUR UNE UNION MAXIMALE

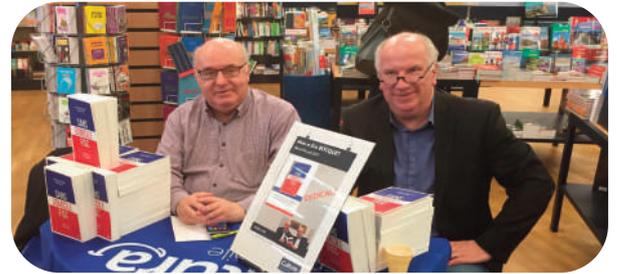
La meilleure chance de victoire que nous pouvons nous donner, elle est claire : c'est l'union maximale des forces, toutes les forces qui ont permis le résultat du 23 avril, une union qui les unisse vers un but commun, mais qui respecte leurs originalités.

C'est cet appel que je ne cesse de lancer depuis le 23 avril, et que je renouvelle ce soir : Oui, rassemblons partout où c'est possible nos candidats sous une bannière commune, respectueuse de tous, membres ou non de la France insoumise. Ce label ne peut pas être l'unique cadre de la France insoumise, dont personne ne conteste la force récemment ac-

## Déformation et menace

Jean-Luc Mélenchon a de bonnes lectures. Il lit *Communiste5*. Invité de Bourdin sur BFM, le 10 mai dernier, il a montré notre journal (un numéro de janvier). Merci. Même si on peut trouver qu'il a lu de travers l'article incriminé, sortant une phrase de son contexte. Pas question de négocier une entrée du PCF dans FI, disait en substance l'article. Jean-Luc Mélenchon nous fait dire que jamais le PCF ne discutera avec FI. Balivernes. En fait, quand il s'agit des communistes, Jean-Luc Mélenchon a une drôle de façon de communiquer. Il déforme. Ou il menace. Ainsi on nous signale qu'il fait circuler dans ses réseaux l'échange de messages personnels qu'il a eus avec Pierre Laurent début mai où l'on peut notamment lire ceci : « *Vous (les communistes) êtes la mort et le néant. (...) Je décide de la rupture.* » Bonjour le dialogue. Jean-Luc Mélenchon a du vocabulaire, comme on dit, c'est connu. Pourtant il y a des mots dont il ignore le sens. Il confond par exemple allié et couché. ✪

Gérard Streiff



**Les frères Bocquet ont écrit au nouveau Président de la République pour plaider en faveur de l'organisation d'une COP de la finance mondiale.**

## FRONT NATIONAL : L'IMPOSTURE DROITE : LE DANGER

Les débats animés par

PIERRE LAURENT

17 mai Ajaccio (Corse-du-Sud)

MARC BRYNHOLE

18 mai Troyes (Aube)

20 mai Douarnenez (Finistère)

ALAIN HAYOT

19 mai Tignieu (Isère)

29 mai Montfermeil (Seine-St-Denis)

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

quise, mais dans lequel plusieurs forces, dont la nôtre, ne se reconnaissent pas.

Mais il n'y a rien d'insurmontable. Le commun entre nous domine suffisamment. L'urgence est telle pour la bataille qui nous attend que ce serait le bon sens de procéder ainsi.

Et pourtant, vous l'avez tous entendu, la porte d'une telle entente reste fermée. « *Mais pourquoi n'y arrivez-vous pas ? On ne comprend pas, puisque vous êtes d'accord entre vous.* » On nous pose, on vous pose partout la question. Eh bien non, nous ne sommes pas d'accord sur tout.

Les dirigeants de la France insoumise estiment manifestement que la priorité des élections législatives est d'installer leur nouvelle formation politique au Parlement. Pourquoi le contester, puisque les élections législatives servent également à cela : donner aux différentes formations politiques qui présentent des candidats le poids qu'en attendent les électeurs pour les représenter ?

Le rassemblement que nous proposons permettrait justement à toutes les forces de notre union d'être plus fortement et plus justement représentées. La défense des intérêts populaires a tout à y gagner.

Mais est-ce là finalement le problème ? Cette pluralité, cette diversité ? Pourquoi revendiquer pour tel ou tel l'hégémonie d'une seule de nos bannières ? Nos drapeaux ne seraient-ils pas plus forts ? Bien sûr qu'ils le seraient.

Et c'est pourquoi ce soir, je vous lance un appel. Aidez-nous à faire entendre cette exigence : union et respect de tous, car sans le respect, point d'union durable et sincère possible. Je l'ai dit ce matin sur France Inter après les dérapages entendus ces dernières 48 heures : qu'on ne compte pas sur moi pour descendre dans le bac à sable des invectives !

Ce n'est ni l'heure de polémiques déraisonnables, encore moins ma conception de la politique. J'ai un cap et je m'y tiens. Ni moi, ni les communistes, n'avons besoin de tutelle ou qu'on nous donne des leçons. Et il est bien fini le temps où nous en donnions à tour de bras.

La France a besoin de députés communistes nombreux, bien plus nombreux que durant le dernier quinquennat. Il a besoin de députés France insoumise, de députés d'Ensemble !, de députés fidèles aux valeurs fondatrices du Front de gauche, il a besoin de tous, pas des uns ou des autres ! C'est pourquoi nous soutenons sans réserve Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble !, pour devenir députée de Tremblay !

C'est pourquoi les communistes des Bouches-du-Rhône ont dit, cet après-midi, leur disponibilité pour créer une dynamique de victoire à Marseille et dans tout le département, et leur volonté de pousser avec nous à un accord national en déclarant leur disponibilité pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Oui, nous, nous mettons nos actes en harmonie avec nos paroles ! Nous ne restons pas l'arme au pied.

### ENTRER EN CAMPAGNE

Je demande donc solennellement ce soir à tous nos candidats et candidates d'entrer en campagne la main tendue, ouverte à toute entente qui permettrait de dépasser cette situation. Mais je leur demande de le faire dans l'action, en portant cette exigence dans leur campagne, car la bataille bat déjà son plein et nous ne pouvons laisser le champ libre.

Je dis aux électrices et aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de toute la gauche : regardez et écoutez les candidats présentés et soutenus par le PCF-Front de gauche. Vous les connaissez. Ils vivent comme vous. Ils sont de tous vos combats, de toutes vos luttes. Ils ont grandi avec vous. Ils travaillent à vos côtés. Ils sauront vous représenter, vous écouter, vous rendre compte. Regardez et écoutez-les, ils se sont engagés pour Jean-Luc Mélenchon. Ils ont parlé clair quand il a fallu barrer la route au FN. Ils ne ménagent jamais leurs efforts pour construire l'unité qui permet de gagner. Regardez et écoutez ce qu'ils proposent et qu'ils ont bien souvent construit et élaboré avec vous. Regardez, vous avez une certitude avec eux, avec elles, et pas n'importe laquelle : ils sont là aujourd'hui, ils seront là demain, dans cinq ans, sans avoir tourné leur veste ; ils ne s'enrichiront pas de leur mandat, car l'éthique est le sens même de leur engagement, de leur dévouement, de leur bénévolat militant et ils le prouvent tous les jours, là où ils agissent à vos côtés. Avec elles et eux l'heure est à la bataille politique, à la confrontation des idées et des projets, dans les 5 semaines qui nous séparent du 11 juin, et au-delà, pour les 5 ans à venir. (...)



*L'orateur détaille ensuite les contours de « la République moderne que nous voulons » (emploi, salaires, services publics, quartiers populaires, ruralité, maîtrise de l'argent, droits nouveaux, égalité hommes/femmes, Europe et monde).*

### RASSEMBLER

Nous lançons ce soir notre campagne des élections législatives avec le même objectif que pour l'élection présidentielle : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, s'opposer à la politique de Macron, élire le maximum de députés porteurs d'une véritable politique de gauche.

Le rassemblement auquel je n'ai cessé d'appeler tout au long des 18 derniers mois est celui des forces vives de la gauche et de notre pays. Cette gauche nouvelle, l'élection présidentielle a montré qu'elle avait des forces immenses. Rien n'est donc joué. Aucune division, ne doit entraver l'élection d'un maximum de députés de gauche. Les travailleurs en auront tant besoin demain.

Dans cette campagne électorale nous voulons permettre la mobilisation, la construction, l'action autour de solutions concrètes, pour répondre tout autant aux grands défis de la société qu'aux besoins et aspirations quotidiennes. C'est une campagne de terrain que nous lançons, en déployant dans le concret notre conception de l'union.

Je lance donc un appel à toutes les électrices et électeurs de gauche et écologistes, aux hommes et aux femmes qui ont voté pour Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon ou d'autres candidats de gauche, aux femmes et aux hommes de gauche qui ont voté Emmanuel Macron au deuxième tour comme nous, ou dès le premier tour par peur d'un duel Fillon-Le Pen.

**Donnez-vous, les 11 et 18 juin prochains, des députés pour vous défendre, des députés qui vivent et ressentent comme vous.**

Vous pouvez compter sur les candidat-e-s que nous présentons ou soutenons : ils et elles sont des femmes et des hommes du peuple, désintéressés, seulement soucieux de l'intérêt général, et nous le prouvons chaque jour par nos actes, conformes à nos paroles, par notre intégrité.

Je peux le garantir : aucun de nos députés ne sera un député godillot, un député soumis à la finance, aux lobbys, aux pressions des intérêts privés, aux injonctions présidentielles. Nous rendrons des comptes au peuple, devant le peuple, et à personne d'autre.

Nos groupes parlementaires sont les seuls à compter dans leurs rangs des mécaniciens, des ouvriers, des employés, des instituteurs, une acheteuse en informatique, une agent d'assurance, un éducateur spécialisé, une cardiologue, une agent de maîtrise chez EDF ; bref, ils et elles sont des élus du peuple !

Nos parlementaires ont tenu les engagements pris devant les électeurs en 2012 quand tant d'autres ont failli. Leur place au Parlement est indispensable. Leur travail est salutaire. Et pour la prochaine mandature, plus les parlementaires communistes et Front de gauche seront nombreux, plus la parole populaire sera forte !

Sans eux, vous serez sans voix dans l'Hémicycle où s'écrivent et se votent les lois ! Avec elles et eux, vous vous donnerez de la force pour porter vos exigences, vous exprimerez votre désir d'une gauche debout, d'une gauche de combat. Vous redonnerez force de vie aux valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité ! ✪

### 450 candidat-e-s présenté-e-s par le PCF / Front de gauche

Le PCF présente 450 candidat-e-s à parité, dont 78 sont des candidats d'ouverture, ou d'autres formations soutenues par le PCF dont Monique Pinçon-Charlot, Clémentine Autain, Caroline de Haas, Marianne Journiac, François Rufin...

- 40 % de ces candidat-e-s ont moins de 50 ans dont 20 % moins de 40 ans / Âge moyen 51 ans,
- 26 % employés, 7 % ouvriers, 5 % techniciens,
- 14 % cadres, 20 % fonctionnaires, 25 % retraités,
- 40 % ont des responsabilités syndicales dans le cadre de leur activité professionnelle,
- 70 % n'ont jamais encore exercé de mandat électif. ✪